

Musées et développement international : l'action culturelle française au Vietnam, au Laos et au Cambodge

Article inédit, mis en ligne le 6 juillet, 2021.

Jonathan Paquette

Jonathan Paquette est professeur titulaire à l'école d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Titulaire de la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les politiques du patrimoine culturel, il est également directeur de l'Axe de recherche culture et politique au Centre d'études en gouvernance de l'Université d'Ottawa. Jonathan.Paquette@uottawa.ca

Plan de l'article

Introduction

Développement international et diplomatie d'influence

Le champ muséologique au Vietnam, au Laos et au Cambodge

Le musée dans la reconquête d'une influence politique et culturelle

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Ces dernières années, plusieurs programmes de recherche en muséologie ont mis en lumière la contribution des musées aux relations internationales. Cet article s'intéresse au rôle du musée comme catalyseur de développement et de coopération internationale. En s'appuyant sur l'expérience de la coopération culturelle française au Vietnam, au Laos et au Cambodge depuis les années 1990, cet article met en relief certaines caractéristiques typiques de cette approche de la diplomatie d'influence. La mobilisation des musées dans le cadre de projets de développement et de coopération internationale révèle notamment d'autres dynamiques de « transferts » à l'œuvre dans le champ muséal, mais aussi d'autres stratégies politiques mettant en scène les musées. Enfin, cet article s'intéresse également aux enjeux de légitimité politique ainsi qu'aux nuances qui s'imposent pour bien saisir les modes d'influence qui sont impliqués dans les discours et pratiques du développement.

Mots clés

Musées, développement international, France, Vietnam, Laos, Cambodge

TITLE

Museums and International Development: France's Cultural actions in Vietnam, Laos, and Cambodia

Abstract

In recent years, many research programs have highlighted the importance of the museum's contribution to international relations. This paper discusses the role of museums as catalysts for international development. Building on the experiences of France's contribution to museum development and cooperation in Vietnam, Laos, and Cambodia since the 1990s, this paper identifies and engages with the typical characteristics of this type of diplomacy. The use of museums in cooperation and development projects is also tied to other expertise and knowledge transfer dynamics at play in the museum sector, in addition to other strategic and political issues. In sum, this paper discusses issues pertaining to legitimacy and delves into the different nuances that help us to better understand how museums mesh with typical development and cooperation narratives.

Keywords

Museums, international development, France, Vietnam, Laos, Cambodia

TÍTULO

Museos y desarrollo internacional : la acción cultural francesa en Vietnam, Laos y Camboya

Resumen

En los últimos años, varios programas de investigación en museología han destacado la contribución de los museos a las relaciones internacionales. Este artículo se centra en el papel del museo como catalizador del desarrollo y la cooperación internacional. Basándose en la experiencia de la cooperación cultural francesa en Vietnam, Laos y Camboya desde los años 90, este artículo destaca algunos rasgos típicos de este enfoque de la diplomacia de la influencia. La movilización de los museos en el marco de los proyectos de desarrollo y de cooperación internacional revela, en particular, otras dinámicas de «transferencias» en el ámbito museístico, pero también otras estrategias políticas que implican a los museos. Por último, este artículo también examina las cuestiones de legitimidad política y los matices necesarios para comprender plenamente los modos de influencia que intervienen en el discurso y las prácticas del desarrollo.

Palabras clave

Museos, desarrollo internacional, Francia, Vietnam, Laos, Camboya

INTRODUCTION

S'il est souvent admis que le musée est un point de rencontre entre les cultures et les sociétés, force est d'admettre que le musée est également un espace où convergent des forces politiques. Ces dernières années, plusieurs programmes de recherche en muséologie ont mis en lumière la contribution des musées aux relations internationales. Les travaux se déclinent en trois grandes catégories. Sans être mutuellement exclusifs, ou entièrement exhaustifs des différentes dimensions du phénomène, ces trois volets constituent aujourd'hui les grands piliers des programmes de recherche les plus féconds portant sur les relations internationales des musées. Ils témoignent aussi d'une évolution interdisciplinaire des travaux de la muséologie, ceux-ci croisant désormais des objets généralement associés aux sciences politiques et à l'étude des relations internationales.

Les premiers travaux s'inscrivent dans une réflexion classique sur la diplomatie culturelle. Ceux-ci font état du rôle des musées dans l'accompagnement des activités diplomatiques classiques. Le musée est alors envisagé comme un espace chargé de symboles. Le musée se prête aux réceptions et aux célébrations officielles (Grincheva, 2013) ainsi qu'aux rencontres entre responsables de la diplomatie et chefs d'État. Il est souvent intégré au programme des visites officielles. Dans le cadre de prêts de collection, ou encore à travers des expositions spéciales, le musée est envisagé comme étant un instrument des politiques de promotion de l'amitié entre peuples et nations (Mulcahy, 1999 ; Cai, 2013 ; Nisbett, 2013). Dans ce cadre, l'espace du musée est mis à profit dans les relations internationales. Le musée est alors un espace de réinscription symbolique des rapports entre les États; il permet la mise en scène des relations internationales.

Le deuxième volet de cette littérature muséologique sur la diplomatie d'influence porte sur une autre déclinaison de la diplomatie culturelle, à savoir le *soft power*. (Mairesse, 2019 ; Kazerouni, 2015). À la différence de la diplomatie culturelle décrite plus haut, le *soft power* suppose une influence culturelle plus diffuse, où les processus politiques sont plus ou moins dissimulés sous la dimension culturelle. Cette forme de diplomatie d'influence se distingue de la diplomatie culturelle classique en ce que sa visée vise à influencer et à susciter la sympathie non pas tant des États mais des populations. Dans le cadre de cette dynamique culturelle, l'État espère appuyer ses activités diplomatiques et stratégiques sur des forces culturelles existantes qui ajoutent à sa force, à sa reconnaissance et à sa légitimité politique sur le plan international. Alors que certaines stratégies d'utilisation des musées, afin d'accroître un pouvoir d'influence, sont pilotés par l'État (Paquette, 2015), d'autres sont en fait le fruit de partenariats diffus entre l'État, les entreprises et la société civile. Les enjeux de branding, ou d'image de marque, sont importants lorsque l'on aborde les musées sous l'angle du *soft power*. En appuyant l'internationalisation d'un grand musée, que l'on pense au Louvre à Abu Dhabi (Graebner, 2014), ou encore au Centre Pompidou à Málaga (Peyre, 2019), l'État participe aux efforts de valorisation du savoir-faire culturel français. Par ailleurs, le cas du Louvre à Abu Dhabi illustre le prestige de la muséologie française au moyen de son rayonnement culturel mondial (Gombault, 2018). En retour, ce prestige se prête aussi à la construction d'une légitimité culturelle (et politique) des autorités politiques des Émirats arabes unis (Ajana, 2015).

Le troisième grand volet de la littérature sur l'internationalisation des musées nous conduit à prendre compte le problème plus spécifique de l'éthique des relations internationales (Murphy et Tillier, 2019) par le biais d'enjeux relatifs à la propriété des biens culturels. La question des restitutions des biens culturels place les musées au cœur de tensions internationales. Du point de vue historique, le sort réservé au Musée Napoléon de Dominique Vivant-Denon après la chute de l'Empire en 1815 (Pécout, 2001 ; Poulot, 2012) qui conduira au démantèlement de ses collections et à des restitutions de biens culturels illustre bien l'importance des collections et des biens culturels dans l'histoire politique et diplomatique des États. Les réflexions les plus récentes sur les restitutions mettent précisément en relief les tensions et revendications éthiques et politiques qui se construisent par le biais de réseaux d'acteurs transnationaux. C'est ainsi que les musées sont aujourd'hui convoqués à agir dans un espace de tensions qui opposent bien souvent l'État à des acteurs associatifs, voire à d'autres États en quête de « réparation » (Ndiaye, 2019 ; Bertho, 2019 ; Soro, 2020). Dans ce cadre, le musée est porteur d'un contentieux culturel délétère aux bonnes relations entre États et populations.

Le rapport Sarr-Savoy (2018) sur la restitution des biens culturels aux pays africains témoigne de l'importance et de l'actualité des contentieux culturels dans les relations internationales. Par ailleurs, ce rapport a suscité des réponses politiques qui révèlent un autre aspect de la diplomatie d'influence : le développement international. C'est sur cette piste

que semblent s'engager depuis 2019 le ministre de la culture dans le dossier des restitutions et l'appel à l'Agence française de développement pour le financement du Musée d'Abomey, destiné à accueillir d'éventuels biens culturels restitués au gouvernement du Bénin (Sénat, 2019). Cela atteste de la place qu'occupent les logiques de développement international dans le champ muséal. Cette stratégie privilégiée par les pouvoirs publics et par certains acteurs suggère que la coopération offre une nouvelle perspective pour les rapports interculturels et que ces éventuelles coopérations muséales en Afrique inaugurerait la voie vers une décolonisation des rapports culturels et qu'il s'agirait d'un tournant qui conduirait la diplomatie française à établir des relations selon des méthodes jusqu'ici inexplorées.

Cet article a pour objectif de contribuer à l'étude de la place des musées dans la diplomatie d'influence en s'intéressant notamment aux enjeux de « coopération » et de « développement » qui en découlent. Nous partons de l'hypothèse que la coopération internationale et le développement sont, en fait, des stratégies d'influence qui existent depuis longtemps dans le répertoire de l'action culturelle internationale de la France et que la coopération muséale est, en réalité, bien établie dans les pratiques de la diplomatie française. Les interventions de la France dans les secteurs culturels (musées et patrimoine) de ses anciennes colonies indochinoises (au Vietnam, au Laos et au Cambodge), constituent à notre sens, une trajectoire, voire un archétype de la mobilisation des référentiels de la coopération et du développement dans la diplomatie culturelle française.

Cet article s'inscrit dans le cadre d'un projet sur les musées et le patrimoine dans l'espace francophone de l'Asie-Pacifique, projet financé par le Conseil de la recherche en sciences humaines et sociales du Canada et par la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les politiques du patrimoine culturel. Après avoir conceptualisé les rapports entre coopération/développement international et diplomatie d'influence, nous nous proposons de situer la présence française dans les champs muséaux du Vietnam, du Laos et du Cambodge jusqu'au retrait de la présence française dans les années 1950 et 1960 à travers des documents et le fond d'archives de l'École française d'Extrême-Orient. Cet article retrace ensuite la place des initiatives de coopération et de développement muséal de la France dans la région depuis la fin des années 1980 à travers une analyse documentaire mobilisant les comptes rendus des travaux et débats de l'Assemblée nationale et du Sénat publiés au Journal officiel, les communiqués de l'Élysée et du ministère des Affaires étrangères ainsi que la documentation administrative de l'Agence française du développement. Ces documents traduisent des positions officielles des affaires étrangères de la France, mais ils permettent de situer, par le fait même, le rôle que les musées sont appelés à jouer dans ce maillage entre coopération/développement et diplomatie culturelle.

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DIPLOMATIE D'INFLUENCE

Pour les relations internationales, la notion de développement est protéiforme. Elle renvoie simultanément à plusieurs dimensions : politique, institutionnelle, professionnelle/praxéologique, et intellectuelle ou cognitive. D'abord, le développement international renvoie à un rapport politique essentiellement asymétrique. C'est ainsi souvent que l'on parle « d'aide au développement » pour caractériser cette relation dans laquelle un partenaire nécessite un soutien financier ou technique pour réaliser pleinement certaines missions étatiques. Le terme de « coopération » est également utilisé pour caractériser cette relation politiquement asymétrique, mais qui n'est pas sans bénéfiques pour l'ensemble des parties impliquées. Enfin, du point de vue politique, le développement et ses inégalités sont souvent pensés en référence à des rapports « Nord » et « Sud », entre pays

du Nord/industrialisés et pays du Sud/dits sous-développés (Higgott, 2005; Marcoux et Urpelainen, 2012). Sur ce plan politique, le développement fait souvent les frais de nombreuses critiques. Derrière des projets en apparence désintéressés se cachent des enjeux économiques importants, le plus souvent liés à l'accès et à l'exploitation des ressources. Par ailleurs, le développement donne lieu à des critiques en ce qu'il implique une violence symbolique qui imposerait une vision de l'économie et des services publics entièrement calqués sur les modèles européens et nord-américains (Joshi et O'Dell, 2013). Or, si ces formes de coopération sont souvent désirées et espérées par certains gouvernements et États du Sud, plusieurs voix se font entendre aujourd'hui pour suggérer que ces coopérations entretiennent parfois certaines formes de domination (Natsios, 2006; Srinivas, 2009; Schuurman, 2009) sous le couvert du développement.

Sur le plan institutionnel, les politiques de développement peuvent reposer sur des organismes multilatéraux comme l'OCDE ou encore la Banque mondiale. Plusieurs institutions onusiennes sont également fondées sur des mandats de développement international dans le secteur du développement culturel. L'Organisation internationale de la francophonie, tout comme l'Unesco, figure parmi les organisations multilatérales les plus actives. Les politiques de développement se traduisent aussi dans les relations diplomatiques bilatérales, que ce soit à travers une filière dédiée au développement au sein d'un ministère des Affaires étrangères, ou encore, à travers une agence ou une société publique. L'institutionnalisation du développement est un produit des circonstances politiques et sociales de l'après-Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide.

Le développement pourrait ainsi se caractériser comme une diplomatie – bureaucratique – réservée aux pays du « Sud ». Ce qui renforce peut-être cette impression, tient au fait que le développement repose, dans la pratique, sur une constellation d'acteurs professionnels, d'experts, et de fonctionnaires, spécialisés dans l'une ou l'autre des filières d'activités privilégiées par les États ou par les institutions multilatérales, que ce soit la filière de l'alimentation, celle de l'énergie ou de l'environnement, ou encore, celle de la culture, pour n'en nommer que quelques-unes. L'organisation de ces politiques en différentes filières et projets ont conduit à favoriser un champ de pratiques, structuré par des acteurs professionnels et s'appuyant parfois sur des réseaux associatifs transnationaux.

Enfin le développement s'est également intellectualisé, occupant une place dans l'espace disciplinaire des relations internationales, dans les formations spécialisées et les cursus universitaires. Ces dernières années, ce sont les savoirs professionnels qui ont beaucoup contribué à la revalorisation de la perception publique du développement en s'associant notamment avec de nouveaux référentiels émergents. Dans le champ culturel, le développement se fait l'allié de la « durabilité », de la cohésion sociale et du tourisme culturel. L'association du développement à ces nouveaux référentiels d'action publique témoigne sans conteste d'une aspiration à l'équité et à la cohérence éthique pour les acteurs qui sont engagés dans ce domaine. Cependant, tout aussi vertueuses soient-elles en apparence, ces coopérations s'inscrivent toujours dans les logiques d'une diplomatie d'influence.

LE CHAMP MUSÉOLOGIQUE AU VIETNAM, AU LAOS ET AU CAMBODGE

Des collections impériales ou celles appartenant à ces intellectuels administrateurs, appelés les « lettrés » dans l'histoire du Vietnam, suggèrent que des pratiques de type muséologique ont préexisté à l'arrivée des Européens dans la péninsule indochinoise. Néanmoins, l'essor du musée, selon des logiques et des principes qui persistent encore aujourd'hui, est pour sa part, contemporaine de la colonisation française des territoires qui recouvrent aujourd'hui ceux du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Les colons européens

arrivent avec une certaine idée du musée et quelques premières expériences muséales se retrouvent très tôt dans l'histoire de la colonisation française de l'Indochine, dont un musée au Palais du gouverneur à Saigon (Maisonneuve-Lacoste, 1881). Néanmoins, à l'instar des musées d'Inde, de Malaisie et d'Indonésie, les musées de l'Indochine coloniale sont principalement créés sous l'impulsion des sociétés savantes. Dans les cinq colonies et protectorats qui formeront la fédération de l'Indochine française en 1887, l'École française d'Extrême-Orient (EFEO) jouera un rôle déterminant dans le développement de nouveaux musées.

L'EFEO, qui voit le jour en 1900, a un double mandat. Dans un premier temps, elle a un mandat de recherche qui s'inscrit dans la lignée des traditions des sociétés savantes que l'on retrouve, notamment, dans l'organisation scientifique et sociale des colonisations britanniques et néerlandaises (Singaravélou, 1999). Dans un deuxième temps, l'EFEO a un mandat de protection et de conservation du patrimoine. Pour ce deuxième mandat, l'EFEO dépend de la Direction des affaires civiles de l'Indochine et veille à la conservation des monuments (Finot, 1903, p.522). Afin d'appuyer cette mission, l'EFEO créera des musées qui, pour la plupart, subsistent toujours dans leurs fonctions. À Phnom Penh, un musée est décidé en 1908 et sera ensuite remplacé par un nouveau musée (Musée Albert Sarraut) en 1919, musée qui fait toujours office d'institution nationale. En 1918, un musée de la sculpture Cham voit le jour à Da Nang (jadis Tourane). À Ho Chi Minh, l'actuel Musée d'histoire vietnamienne prend racine dans l'édifice et les collections du Musée Blanchard de la Brosse, inauguré en 1929. Un musée sera également inauguré et administré par l'EFEO en 1927 à Vientiane. Enfin, le musée de l'École française, situé dans l'Hôtel du gouverneur général de Hanoi, verra ses collections redéployées en 1931 pour l'inauguration d'un nouveau musée – le Musée Louis Finot – dont le site et les collections sont toujours utilisés pour le Musée d'histoire du Vietnam.

Ces musées poursuivront leurs activités malgré les tensions et les périodes les plus tumultueuses des histoires nationales du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Sous le gouvernement de collaboration entre le Japon et le régime de Vichy en Indochine, les musées poursuivent leurs opérations et leurs collections sont relativement épargnées. A noter, cependant, la perte du conservateur du Musée de Phnom Penh et directeur des ruines d'Angkor lors d'un interrogatoire conduit par les forces japonaises en 1945 (Thomson et Adloff, 1947, p. 414). De 1945 jusqu'aux Accords de Genève de 1954, l'EFEO et ses musées ont été appelés à trouver différents arrangements administratifs intergouvernementaux. Même si cette période se caractérise par des affirmations nationales sur le plan politique, et par un transfert de propriété légale des biens culturels, les professionnels de la conservation français demeurent présents et actifs. La relation change pour devenir une relation de coopération scientifique et technique. Pour les musées, la fin de l'Indochine française marque évidemment un tournant qui s'incarne par la persistance des professionnels français et de leur expertise dans le paysage patrimonial. Dans un article en 1954, Bernard Philippe Groslier, ancien conservateur du Musée d'Angkor, explique que le gouvernement du Vietnam s'est rapidement tourné vers les experts de l'EFEO, les sollicitant pour « [...] la direction et la réorganisation [des musées] selon les techniques modernes de la muséographie » (Groslier, 1954, p.225) et ce, dans l'attente de la formation d'experts nationaux. C'est ainsi, notamment, que les membres de l'EFEO ont eu « l'entière liberté d'action » pour refondre l'exposition permanente et l'organisation du musée de Saigon entre 1951 et 1954 (p.226). Les professionnels se sont très bien adaptés aux exigences politiques et au dialogue, pendant de nombreuses années, avec les nouveaux gouvernements de la République Démocratique du Vietnam, du Sud-Vietnam, du Cambodge et du Laos. Cependant, ces coopérations sont mises à l'épreuve par les conflits qui sévissent dans la région. L'EFEO cesse ses activités à Hanoi en 1959, à Saigon en 1961, à Vientiane en 1966,

à Siem Reap (Angkor) en 1972 et à Phnom Penh en 1975 (Vendermeersch, 1992, p. 736). Malgré tout, cette période se soldera par un legs important pour l'avenir de la diplomatie d'influence française dans la région. Les réseaux transnationaux de professionnels qui se sont tissés entre la France, le Vietnam, le Cambodge, le Laos et éventuellement dans l'espace francophone vont jouer un rôle important dans la reconstruction des rapports diplomatiques de la France dans la région.

LE MUSÉE DANS LA RECONQUÊTE D'UNE INFLUENCE POLITIQUE ET CULTURELLE

Progressant vers la fin des années 1980, le Vietnam amorce un assouplissement de plusieurs de ses politiques économiques et de ses politiques internationales. Ces réformes politiques et administratives sont le prélude à des rapprochements diplomatiques avec plusieurs gouvernements occidentaux. Dans les années 1990, les modernisations politiques et l'essor économique, déjà prévisible, de la péninsule de l'Asie du Sud-Est stimulent les efforts et les volontés de rapprochement, sinon de régularisation des relations politiques avec ces États. Sur le plan culturel, la France a une certaine longueur d'avance dans l'espace médiatique de la région, mais on s'inquiète déjà de la présence croissante des Britanniques et des Japonais qui multiplient leurs efforts de visibilité culturelle à travers des services de radiodiffusion et des instituts culturels (Assemblée nationale, 1991a; 1994). En 1993, le président François Mitterrand entame une importante visite officielle sous le thème de la coopération culturelle et scientifique afin de contribuer à la reprise des relations entre la France et les pays de la région. De concert avec l'expertise de l'EFEO, des ententes sont signées afin de contribuer à la préservation du patrimoine du Vietnam et du Cambodge en particulier. Les visites officielles qui se succèdent structurent ces rapports internationaux autour d'une logique développementaliste, fondée sur la coopération culturelle et technique. Rapidement, les réseaux muséaux transnationaux sont mobilisés. La concrétisation des collaborations se réalise dans les espaces d'échanges professionnels.

L'existence de réseaux professionnels franco-vietnamiens a grandement contribué aux opportunités de développement culturel s'offrant au gouvernement français dans les années 1990. Le Musée ethnographique de Hanoi est le fruit de cette coopération technique et financière franco-vietnamienne. En 1992, le Musée de l'Homme et plus particulièrement la directrice de la conservation des collections asiatiques, Christine Hemmet, sont engagés dans cet important projet de développement culturel, et sur le plan des positions officielles, ce projet « constitue une illustration positive de la contribution que la France peut apporter à la connaissance et à la sauvegarde du patrimoine culturel vietnamien » (Sénat, 1997). Ce projet est venu fédérer les collaborations de plusieurs agences et ministères qui cherchent à se rendre visibles sur le territoire et à participer aux efforts de cette politique de développement. Pour ce projet, on retrouve notamment la contribution du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Éducation nationale, de l'Agence de la francophonie, mais aussi de la Région Ile-de-France qui développe ses activités para-diplomatiques dans la région d'Hanoi. Ce nouveau musée vietnamien, le plus important projet depuis les musées développés par l'EFEO, devient un instrument d'une politique de coopération culturelle en gestation dont les objectifs comprennent notamment « le renforcement de l'influence française parmi les élites vietnamiennes » (Sénat, 1997).

Le musée lui-même résulte d'un effort technique, mais aussi de certains efforts afin de proposer un projet scientifique fort, tout en accommodant certaines sensibilités politiques, comme le rappelle Christine Hemmet : « Finalement, le consensus se fit autour d'une présentation ethnolinguistique à résonance froidement scientifique, dont l'avantage est de

souligner les analogies plus que les diversités en réunissant les cinquante-quatre ethnies du Vietnam en cinq familles linguistiques » (2001, p. 88). Cette réflexion illustre bien que l'aide au développement culturel n'est pas qu'un simple transfert technique, mais qu'il résulte également de négociations politiques et sociales au niveau local.

L'imposant musée de la capitale vietnamienne est inauguré en novembre 1997 et cette inauguration concorde parfaitement avec le sommet de la francophonie, un moment hautement symbolique pour les relations franco-vietnamiennes. Appelé à intervenir lors d'une cérémonie officielle pour l'ouverture du musée, le président Jacques Chirac prononça un discours qui communique très bien les principes et les enjeux du développement qui s'incarnent dans ce projet : « En soutenant ce projet, la France s'est inscrite dans la grande tradition des précurseurs de l'ethnologie de la péninsule indochinoise, [...] L'inauguration, de ce qui peut être considéré comme un symbole de la coopération entre nos deux pays, fera date dans l'histoire de la muséographie en Asie du Sud-Est, [...] qu'il soit un témoignage d'une vocation que la France doit retrouver : connaître, aimer et faire aimer les peuples et civilisations de l'Extrême-Asie » (L'Élysée, 1997). Ces extraits du discours prononcé par le président Chirac font appel à la longue histoire de la France et à sa contribution à l'ethnologie à travers l'EFEO, mais ils mettent aussi en relief des aspirations géopolitiques et, en quelque sorte, des responsabilités culturelles qui trouvent leur ancrage dans les principes de la coopération et du développement.

Au Cambodge, à la suite de la guerre civile et de la dictature des Khmers rouges, la France s'implique avec la communauté internationale dans des accords internationaux visant la construction d'un processus de paix. Dans les années 1990, la culture et le patrimoine figurent parmi les premières activités qui permettent à la France de prendre de nouveau pied en sol cambodgien. Le rôle des organisations associatives, notamment la contribution du professeur Claude Jacques (et les amis d'Angkor) en 1988, offrent une porte d'entrée pour une reprise des relations diplomatiques qui se concrétise en novembre 1991. À travers Angkor, la France est de nouveau présente sur le territoire dès 1991. Selon le ministre de la culture, Jack Lang, ce travail entrepris permet de « réaffirmer la présence française sur le site d'Angkor » (Assemblée nationale, 1991b). Subséquemment, la France s'inscrit dans le cadre d'une activité de coopération multilatérale encadrée par l'Organisation des nations unies et destinée à proposer un plan d'action pour la préservation des monuments d'Angkor et pour développer le musée et centre d'interprétation de Siem Reap. En 1993, le Comité international de coordination pour la sauvegarde et le développement du site historique d'Angkor est co-présidé par des ambassadeurs et conseillers techniques et culturels français et japonais, deux puissances actives qui rivalisent d'influence dans la région. Les musées et sites du patrimoine offrent une opportunité inouïe à la France pour une présence française sur le territoire cambodgien. L'EFEO sera également rapidement mise à contribution pour participer au redéploiement des activités dans les musées nationaux et pour former les professionnels du patrimoine. En 1996, l'EFEO sera chargée de mettre en place un service de conservation-restauration au Musée national du Cambodge (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2017). L'Agence française de développement, présente au Cambodge depuis 1993, joue aussi un rôle important dans l'appui aux projets de transfert d'expertise muséale et patrimoniale (Assemblée nationale, 2005) et au tournant des années 2000, le projet « Angkor : patrimoine et développement » voit le jour. Il s'ensuit, toujours au début des années 2000, une multiplication des projets de coopération culturelle qui associent les musées cambodgiens et les experts français (archéologues, restaurateurs, conservateurs).

Au Laos, le développement des relations diplomatiques et culturelles emprunte un chemin similaire à celui du Cambodge. Les chercheurs et archéologues français qui sont actifs sur le terrain au début des années 1990 ouvrent la voie à de nouvelles relations offi-

cielles avec le Laos. Toujours suivant des trajectoires similaires à celles entreprises au Cambodge, la France s'associe à des initiatives multilatérales qui mèneront à la nomination du site de Luang Prabang au patrimoine mondial de l'Unesco en 1995. Une deuxième phase, bilatérale cette-fois, s'amorce à la fin des années 1990 et met en scène, l'EFEO, les services culturels de l'ambassade, mais surtout, l'Agence française de développement qui occupe toujours, à ce jour, l'avant-plan de la coopération culturelle. Dès 1996, la France financera une maison du patrimoine et accompagnera les efforts de préservation et l'expertise muséographique pour le site. De 2001 à 2006, l'Agence française de développement poursuit ses activités de financement du site à hauteur de 5,5 millions d'euros (Assemblée nationale 2006). Si Luang Prabang est, à l'instar d'Angkor, un projet phare qui canalise les coopérations muséologiques, il n'en demeure pas moins que la coopération française a aussi pris corps, depuis, dans de nombreux autres projets. En 2009, des fonds de solidarité prioritaires (FSP) sont consentis pour le développement professionnel et la réorganisation du Musée de Vat-Phu, musée qui avait été construit une décennie plus tôt grâce au concours de fonds gouvernementaux japonais. Des professionnels de l'EFEO, mais aussi du Musée Guimet de Paris, participent à ces activités de formation et d'informatisation des collections (Hawixbrock, 2010). Depuis 2012, l'Agence française de développement finance des projets qui mettent en relations des musées, des archéologues et autres professionnels de la conservation avec des acteurs du monde économique et touristique afin de faire du développement culturel un outil de développement durable.

En somme, depuis les années 1990, les musées de l'Asie du Sud-Est et plus particulièrement les musées appartenant à l'ancien espace colonial français (Vietnam, Laos et Cambodge), se sont constitués rapidement comme des leviers permettant d'initier des activités de diplomatie d'influence. Les réseaux transnationaux impliquant des experts et des organisations patrimoniales françaises ont servi en quelque sorte de tremplin pour une reprise des relations internationales de la France selon les principes et logiques du développement. Le développement a permis à la France de s'assurer une visibilité et une présence sur ces territoires à travers son soutien aux activités muséales. En matière de relations internationales, le développement permet souvent de donner une dimension sociale à des relations bilatérales, voire à les humaniser alors qu'elles reposent beaucoup sur des intérêts stratégiques et commerciaux. Les cas du Vietnam, du Laos et du Cambodge illustrent bien la manière dont les musées, qui ont manifestement besoin de ces ressources, sont au cœur des élans de solidarité et de la générosité des gouvernements étrangers qui rivalisent pour leur influence sur la région.

CONCLUSION

La question du développement international est transversale aux grands programmes de recherche sur les musées et la diplomatie d'influence que nous avons énoncés au début de cet article. Le discours de Jacques Chirac à l'ouverture du Musée ethnographique de Hanoi donne matière à penser quant à l'espace du musée en tant qu'espace symbolique pour les relations internationales. Le développement, après tout, est une forme de *soft power* ; il a pour objectif de favoriser la légitimité des relations politiques entre les États. Enfin, il y a certainement un souci éthique et une volonté de « réparer » les torts causés dans le cadre de la période coloniale, souci qui s'exprime à travers les discours et les actions des responsables politiques français et de plusieurs intervenants du champ muséal. En ce sens, la question du développement en muséologie n'annonce pas nécessairement des innovations majeures en terme d'éventuels programmes de recherche pour notre champ d'étude.

Cependant, le développement illustre certaines différenciations dans la mobilisation gouvernementale des musées pour la diplomatie d'influence. Le développement offre une autre manière de penser et de pratiquer les relations internationales. L'action muséale de la France au Vietnam, au Laos et au Cambodge révèle les quelques nuances qui appartiennent à cette manière de voir le monde. Faut-il le rappeler, le développement - et son langage - implique une asymétrie des rapports entre États, une asymétrie qui a un caractère structurant sur les plans symbolique et politique. Le développement suppose des relations internationales menées en partie par des réseaux d'experts, plus anonymes peut-être, au moyen d'arrangements institutionnels multilatéraux ou bilatéraux. Dans le cas de la France en Asie du Sud-Est, nous avons identifié une certaine trajectoire typique du développement culturel, à savoir une prise de contact grâce à des réseaux d'acteurs professionnels préexistants, la participation à des activités formelles sur la base d'actions ou d'organisations multilatérales (Unesco, CIC Angkor, Agence de la francophonie), suivie d'une action plus stratégique, assortie de soutiens financiers au niveau bilatéral. À tout le moins, cette trajectoire semble caractéristique des collaborations muséales.

En ce qui a trait à la question de l'image de marque, il existe tout de même, croyons-nous, certaines nuances qui font du développement un instrument politique distinct dans la diplomatie d'influence des musées. Le premier aspect, le plus crucial, concerne le transfert. La logique de développement repose uniquement sur un transfert d'expertise et de ressources. Il ne s'agit pas de transmettre une image de marque (Louvre, Centre Pompidou, Guggenheim) pour rayonner, mais plutôt de transmettre des savoir-faire, des ressources financières et des outils techniques. Le deuxième aspect concerne la place du musée dans la construction de la légitimité. Contrairement au Louvre Abu Dhabi, qui confirme à la fois la grandeur culturelle du musée français, et le statut politique du régime émirati, la logique de développement fait du musée étranger un instrument de la construction de la légitimité politique des ambitions économiques et stratégies d'un État. Troisièmement, une temporalité sur le mode des « projets » caractérise cette approche par le développement culturel. Loin de construire une grande œuvre, une multitude de projets sont reconduits à travers des dispositifs de financement complexes ce qui permet, en quelque sorte, de constamment renégocier les termes du développement culturel. Cette flexibilité qui est perméable aux changements des enjeux politiques et diplomatiques est aussi l'expression même de l'asymétrie des relations caractéristiques au développement et à la coopération culturelle. Enfin, les modes de territorialisation du musée propres au développement diffèrent également. Alors que les grands projets de transfert de marque offrent la possibilité aux musées français, à leurs marques, de conquérir de nouveaux espaces, les interventions en mode développement territorialisent la bureaucratie ; elles territorialisent l'État étranger à travers ses intervenants culturels, assurant une présence et un contact sur le territoire.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ajana, Bhtiaj (2015), « Branding, Legitimation, and the Power of Museums: The Case of the Louvre in Abu Dhabi », *Museum and Society*, vol. 13, n° 3, p. 316-335.

Bertho, Elara (2019), « Restitutions du patrimoine africain », *Multitudes*, vol. 74, n° 1, p. 23-29.

Cai, Yunci (2013), « The Art of Museum Diplomacy: The Singapore-France Cultural Collaboration in Perspective », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 26, n° 2, p. 127-144.

Finot, Louis (1903), « Notes sur l'École française d'Extrême-Orient », Paris, EFEO, Document d'archive, EFEO BR3051.

France, Assemblée nationale (1991a), « Séance du 29 octobre », *Journal officiel de la République française*, 9e Législature, Paris.

France, Assemblée nationale (1991b), « Question 51476 - Présence culturelle française, Temple d'Angkor », *Journal officiel de la République française*, 9e Législature. Paris, [en ligne], consulté le 10 mars 2020, <http://questions.assemblee-nationale.fr/q9/9-51476QE.htm>

France, Assemblée nationale (1994), « Séance du 17 janvier », *Journal officiel de la République française*, 10e Législature, Paris.

France, Assemblée nationale (2005), « Question 50628. Politique extérieure- Cambodge », *Journal officiel de la République française*, 12e législature, Paris [en ligne], consulté le 11 mars 2020, <http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-50628QE.htm>

France, Assemblée nationale (2006), « Question 97690 – Luang Prabang, Laos », *Journal officiel de la République française*, 12e Législature, Paris, [en ligne], document consulté le 30 janvier 2020, <http://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-97690QE.htm>

France, Élysée (1997), « Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la république, sur l'inauguration du Musée ethnographique et la coopération culturelle franco-vietnamienne, Hanoi, le 12 novembre 1997 », *Discours et dossiers des présidents*, Paris, [en ligne], consulté le 29 janvier 2020, <https://www.elysee.fr/jacques-chirac/1997/11/12/allocution-de-m-jacques-chirac-president-de-la-republique-sur-linauguration-du-musee-ethnographique-et-la-cooperation-culturelle-franco-vietnamienne-hanoi-le-12-novembre-1997>

France, de l'Europe et des affaires étrangères (2017), *Le partenariat en matière de patrimoine et d'archéologie*, Paris, [en ligne], consulté le 30 janvier 2020, <https://kh.ambafrance.org/Le-partenariat-en-matiere-de-patrimoine-et-d-archeologie#Appui-francais-a-la-formation-aux-metiers-du-patrimoine>

France, Sénat (1997), « Rapport d'information », *Journal officiel du Sénat*, Paris, [en ligne], consulté le 5 mars 2020, <http://www.senat.fr/rap/r97-001/r97-001.html>

France, Sénat (2019), « Fonds alloués à la création d'un musée au Bénin », *Journal officiel du Sénat*, Paris, [en ligne], consulté le 15 janvier 2020, <https://www.senat.fr/questions/base/2019/qSEQ190912206.html>

Gombault, Anne (2018), « Louvre Abu Dhabi: A Radical Innovation, but What Future for the French Cultural Influence? », *International Journal of Arts Management*, vol. 20, n° 3, p. 83-94.

Graebner, Seth (2014), « The Louvre Abu Dhabi. French Universalism, Exported », *L'Esprit Créateur*, vol. 54, n° 2, p. 186-199.

Grincheva, Natalia (2013), « Cultural diplomacy 2.0 : Challenges and Opportunities in Museum International Practices », *Museum and society*, vol. 11, n° 1, p. 39-49.

Groslier, Bernard-Philippe (1954), « Le nouveau visage du Musée de Saïgon », *Museum International*, vol. 7, n° 3, p. 225-234.

Hawixbrock, Christine (2010), « Le Musée de Vat-Phu et les collections archéologiques de Champassak », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, vols. 97-98, p. 271-314.

Hemmet, Christine (2001), « Musées d'ethnographie d'Asie et d'Occident », *Ateliers d'anthropologie*, vol. 23, n° 1, p. 83-94.

Higgott, Richard. (2005), *Political Development Theory: The Contemporary Debate*, Londres : Routledge.

- Joshi, Devin ; O'Dell, Roni Kay (2013), « Global Governance and Development Ideology : The United Nations and the World Bank on the Left-Right Spectrum », *Global Governance : A Review of Multilateralism and International Organizations*, vol. 19, n° 22, p. 249-275.
- Kazerouni, Alexandre (2015), « Musées et *soft power* dans le Golfe persique », *Pouvoirs*, vol. 152, n° 1, p. 87-97.
- Mairesse, François (2019), « Géopolitique du musée : les enjeux de la fréquentation », *Politique et Sociétés*, vol. 38, n° 3, p. 103-127.
- Maisonnette-Lacoste, Raymond (1881), Création d'un musée Indo-Chinois à Saigon, Tulle : Imprimerie Grafton, Document archives, EFEO vict-arch.442.
- Marcoux, Christopher ; Urpelainen, Johannes (2012), « Capacity, not Constraints : A Theory of North-South Regulatory Cooperation », *The Review of International Organizations*, vol. 7, n° 4, p. 399-424.
- Mulcahy, Kevin Vincent (1999), « Cultural Diplomacy and the Exchange Programs: 1938–1978 », *The Journal of Arts Management, Law, and Society*, vol. 29, n° 1, p. 7-28.
- Murphy, Maureen ; Tillier, Bertrand (2019), « Éthique et politique de la restitution des biens culturels à l'Afrique : les enjeux d'une polémique », *Sociétés & Représentations*, vol. 48, n° 2, p. 257-270.
- Natsios, Andrew (2006), « Five debates on international development: The US perspective », *Development Policy Review*, vol. 24, n° 2, p. 131-139.
- Ndiaye, El Hadji Malick (2019), « Musée, colonisation, et restitution », *African Arts*, vol. 52, n° 3, p. 1-6.
- Nisbett, Melissa (2013), « New Perspectives on Instrumentalism : an Empirical Study of Cultural Diplomacy », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 19, n° 5, p. 557-575.
- Paquette, Jonathan (2015). « Les musées, instruments des pouvoirs », *Nectart*, vol. 1, n° 1, p. 41-46.
- Pécout, Gilles (2001), « Vivant-Denon, l'impossible négociateur de 1814-1815 », In Daniella Gallo (dir.), *Les vies de Dominique Vivant Denon*, Paris : La Documentation française.
- Peyre, Nicolas (2019), « La mondialisation des marques muséales et la diplomatie d'influence », *Le Centre Pompidou Málaga*, Thèse de doctorat, Université Toulouse I Capitole.
- Poulot, Dominique (2012), *Une histoire des musées de France : XVIIIe-XXe siècle*, Paris : La découverte.
- Schuurman, Frans (2009), « Critical Development Theory : Moving Out of the Twilight Zone », *Third World Quarterly*, vol. 30, n° 5, p. 831-848.
- Singaravélou, Pierre (1999), *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956)*, Paris : L'Harmattan.
- Soro, Kassoum Batjeni (2020), « La restitution du patrimoine culturel africain, une chance à saisir », *Nectart*, vol. 10, n° 1, p. 138-147.
- Srinivas, Nidhi (2009), « Against NGOs? A Critical Perspective on Nongovernmental Action », *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol. 38, n° 4, p. 614-626.
- Thompson, Virginia ; Adloff, Richard (1947), « The Cultural Institutions of Indochina Today », *The Far Eastern Quarterly*, vol. 6, n° 4, p. 414-419.
- Vandermeersch, Léon (1992), « Un tournant décisif dans l'histoire de l'EFEO : son retrait de Hanoi à la suite des accords de Genève », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, vol. 136, n° 4, p. 729-737.